



FR

**CETTE ACTION EST FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE**

**Annexe**

de la décision de la Commission relative au financement d'une mesure individuelle en faveur de la République de Côte d'Ivoire

**Document d'action concernant le « Soutien à la Côte d'Ivoire dans la lutte contre la propagation du COVID-19 »**

<b>1. Intitulé/acte de base/numéro CRIS</b>	Soutien au gouvernement dans sa stratégie de lutte contre la propagation de la pandémie COVID-19 Numéro CRIS: CI/FED/042-837 financé par le 11 <sup>e</sup> Fonds européen de développement (FED)	
<b>2. Zone bénéficiaire de l'action/localisation</b>	Afrique de l'Ouest, République de Côte d'Ivoire L'action sera menée à l'endroit suivant : République de Côte d'Ivoire	
<b>3. Document de programmation</b>	11 <sup>e</sup> Fonds européen de développement – Programme indicatif national (PIN) pour la période 2014-2020	
<b>4. Objectifs de développement durable (ODD)</b>	<u>Objectif de développement durable principal</u> - ODD 3 : Accès à la santé <u>Objectifs de développement durable secondaires</u> - ODD 1 : Éliminer l'extrême pauvreté et la faim - ODD 2 : Lutter contre la faim - ODD 5 : Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles - ODD 10 : Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre - ODD 16 : Paix, justice et institutions efficaces	
<b>5. Secteur d'intervention/ domaine thématique</b>	Gouvernance et Santé	<u>Aide au développement</u> <sup>1</sup> : OUI
<b>6. Montants concernés</b>	Coût total estimé: 2 350 000 EUR Montant total de la contribution FED: 2 350 000 EUR	
<b>7. Modalité(s) d'aide</b>	<b>Gestion directe</b> avec : - subvention	

<sup>1</sup> L'aide publique au développement doit avoir pour objectif essentiel la promotion du développement économique et du bien-être dans les pays en développement.

<b>et modalité(s) de mise en œuvre</b>	- passation de marchés <b>Gestion indirecte</b> avec l'entité ou les entités à sélectionner conformément aux critères énoncés à la section 5.3.4			
<b>8 a) Code(s) CAD</b>	12100 – Santé, générale			
<b>b) Principal canal de distribution</b>	20000 – Organisations non gouvernementales (ONG) et société civile  40000 – Organisations multilatérales  60000 – Institutions du Secteur Privé			
<b>9. Marqueurs (issus du formulaire CRIS CAD)</b>	<b>Objectif stratégique général</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif significatif</b>	<b>Objectif principal</b>
	Développement de la participation/bonne gouvernance	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et émancipation des femmes et des jeunes filles	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, maternelle, néonatale et infantile	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	X
	Inclusion de personnes avec handicap	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	Nutrition	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	<b>Marqueurs de la convention de Rio</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif significatif</b>	<b>Objectif principal</b>
	Diversité biologique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>10. Marqueur internes</b>	<b>Objectifs stratégiques</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif significatif</b>	<b>Objectif principal</b>
	Digitalisation	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	Migration	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	Réponse au COVID-19	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	X

## 1 ANALYSE DU CONTEXTE

### 1.1 Description du contexte

La COVID-19 est une maladie infectieuse causée par la dernière forme de coronavirus apparue à Wuhan (Chine) en décembre 2019. En seulement 11 semaines, de début janvier à la mi-mars, l'épidémie confinée à la province chinoise de Hubei a progressé de manière exponentielle jusqu'à devenir un défi mondialisé. Des flambées et des zones de concentration de la maladie ont depuis été observées en Asie, en Europe, en Australie, dans les Amériques et en Afrique. Le 11 mars 2020,

L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) a érigé la COVID-19 au rang de pandémie avec plus de 200 000 cas confirmés et plus de 10 000 décès enregistrés. Le 7 mai, 3.63 millions de cas actifs et 253 400 morts étaient comptabilisés dans 196 pays.

Affectée plus tardivement que l'Europe et les Etats-Unis après l'Asie, l'Afrique comptait le 1er mai plus de 39 018 cas et 1 640 décès. Il est toutefois largement admis que d'une manière sans doute plus importante qu'ailleurs, le nombre de cas réel reste largement sous-estimé. Bien que la propagation du virus soit plus lente qu'en Europe, la Côte d'Ivoire applique les mêmes mesures de prévention et prépare ses infrastructures sanitaires à faire face à la potentielle augmentation des cas.

Comme indiqué par ONU Femmes, bon nombre des impacts de COVID-19 frappent le plus durement les femmes. La crise a un impact amplificateur sur la santé et la sécurité des femmes, en particulier en ce qui concerne les besoins de santé maternelle et les situations de violence de genre.

En outre, des déséquilibres entre les sexes sont en jeu puisque la plupart des agents de santé de première ligne sont des femmes, tandis que les principaux décideurs dans le processus de conception et d'exécution de la riposte à la pandémie sont des hommes.

Les conditions sous-jacentes spécifiques des personnes handicapées les exposent à un risque plus élevé de contracter la COVID-19 en raison des obstacles à l'accès aux informations préventives et à l'hygiène, au recours à des personnes de soutien, ainsi qu'aux conditions respiratoires causées par certaines déficiences. La mise en œuvre de quarantaines ou de programmes restrictifs similaires peut entraîner des perturbations dans les services vitaux pour de nombreuses personnes handicapées. Lorsqu'ils sont atteints par la COVID-19, ils peuvent être confrontés à des obstacles supplémentaires dans la recherche de soins de santé et également subir des discriminations de la part du personnel de santé.

Faisant suite à l'alerte mondiale de l'OMS demandant à tous les pays d'activer les centres des opérations d'urgence en santé publique (COUSP), le ministère de la santé et de l'hygiène publique de Côte d'Ivoire n'a pas tardé à activer le sien. Le 31 décembre 2019, elle a mis en place un comité de crise afin de mieux gérer le risque de contraction et de propagation de la maladie. Le COUSP a élaboré un plan d'urgence qui est en cours d'exécution.

Ce n'est que le mercredi 11 mars que la Côte d'Ivoire a enregistré son premier cas de COVID-19. Le 5 mai, le pays comptait 1 464 cas. Même si l'augmentation de personnes touchées est moins rapide qu'en Europe, la contagion n'est pas entièrement contrôlée et appelle une action immédiate. Si le gouvernement a su réagir promptement à la propagation de la maladie en prenant rapidement des mesures de protection (coordination des bailleurs / campagne de sensibilisation / dépistage et prise en charge gratuite/ confinement...), il n'en reste pas moins en effet que les cas d'infection se multiplient et que le système de santé ivoirien ne dispose pas de matériels et d'équipements nécessaires pour traiter les malades et protéger son personnel médical. Un plan de riposte national, d'un montant de 95 900 000 000 CFA, soit environ 150 000 000 EUR, dont 25 000 000 000 CFA mobilisés sur ressources propres, a dès lors été développé et mis en œuvre. Ledit plan vise essentiellement le renforcement de la protection individuelle contre la contamination, l'augmentation des capacités de dépistage et une meilleure prise en charge des malades.

La vision du PNDS 2016 – 2020 est celle d'un système de santé performant, intégré, responsable et efficient, garantissant à toutes les populations vivant en Côte d'Ivoire en particulier les personnes les plus vulnérables, un état de santé optimal pour soutenir la croissance et le développement durable du pays. Pourtant, l'état de santé de la population est marqué par une mortalité maternelle et infanto-juvénile élevée due en partie à une qualité insuffisante des services de santé. D'autre part, le système sanitaire de la Côte d'Ivoire a des difficultés pour faire face aux situations d'épidémies. Les

dépenses publiques générales pour la santé de représente environ 5% du budget total des dépenses publiques<sup>2</sup>.

Les conséquences de la propagation du COVID-19 ne sont pas seulement d'ordre sanitaire. Des répercussions tant au plan économique que social et humanitaire pour les familles les plus vulnérables se font sentir et sont attendues en raison de la baisse de l'activité économique et de la limitation des mouvements des personnes et des biens. Même si le pays a ratifié la plupart des instruments internationaux et régionaux, les inégalités de genre persistent. Les femmes jouent un rôle essentiel dans l'économie ivoirienne. Dans le secteur informel, les femmes constituent 62 % de l'ensemble des chefs d'unités de production ou d'individus travaillant à leur propre compte. Les femmes risquent d'être plus durement touchées par la crise COVID-19<sup>3</sup>.

C'est la raison pour laquelle le gouvernement a élaboré le 1<sup>er</sup> avril 2020, suite à des consultations avec le secteur privé et des organisations professionnelles, un plan de soutien économique, social et humanitaire de 1 700 milliards CFA (environ 2,5 milliards EUR), soit 5% du PIB. Il comprend les mesures économiques et sociales suivantes:

- Allégement fiscal destiné aux entreprises formelles, mise en place d'un fonds de soutien aux petites et moyennes entreprises (PME) et d'un fonds spécifique dédié au secteur informel, ainsi qu'un appui aux filières d'exportations et à la production vivrière ;
- Décalage des paiements des factures d'eau et d'électricité, prise en charge de celles d'un million de ménages vulnérables, et renforcement des transferts monétaires pour les familles pauvres.

Pour faciliter la mise en œuvre des mesures de riposte, des solutions numériques innovantes sont en train d'être développées par des start-ups ivoiriennes qui pourraient se révéler cruciales pour aider les autorités à mieux gérer la situation de crise entraînée par la COVID-19 au bénéfice du grand public, des familles, et des malades. Créée par un consortium de dix startups ivoiriennes, et en cours d'adoption par le ministère de la santé, cette dernière permet, entre autres, de faire de tests de pré-dépistage en ligne et dispose d'autres fonctionnalités telles que géolocalisation des personnes (suivi des contacts), la gestion des autorisations d'entrée/sortie (confinement), etc. Son développement permettra aussi d'améliorer la sensibilisation des populations et les données à leur disposition, grâce à des informations actualisées sur la maladie, sur les centres de santé et de confinement ainsi que des liens vers des outils numériques utiles dans un contexte de pandémie (e-learning, télétravail, applications FinTech pour éviter la manipulation des espèces, système d'approvisionnement tenant compte des gestes barrière...).

Dans ce contexte, la présente action poursuit l'objectif général de réduire l'impact de la pandémie par des interventions dans les trois axes d'actions complémentaires suivants:

- Sensibiliser, communiquer et suivre l'évolution du COVID-19 en Côte d'Ivoire : en soutenant des initiatives locales dont l'objectif est notamment la sensibilisation sur l'importance du respect des gestes barrières,
- Améliorer les capacités d'accueil du système sanitaire : En apportant du matériel consommable destiné à assurer la protection des patients et du personnel hospitalier,
- Renforcer la gestion de la crise en soutenant les différentes initiatives des ministères.

L'ensemble de ces actions sont entreprises dans un esprit « Team Europe » soit en associant directement les Etats membres à nos initiatives soit en faisant directement appel à des partenaires européens.

---

<sup>2</sup> OMS (2018), Stratégie de coopération (aperçu), Côte d'Ivoire.

<sup>3</sup> UE et ONU Femme (2019), L'égalité homme-femme en Côte d'Ivoire.

S'agissant du matériel médical, il est prévu de bénéficier des ponts aériens humanitaires de la DG ECHO afin d'affréter un vol dédié. Cette initiative sera également diffusée auprès des Etats membres afin de promouvoir le « Team Europe ».

Enfin les solutions informatiques identifiées respecteront les règles européennes en terme de protection des données et respect des données privées, notamment par le respect des bonnes pratiques contenues dans “Common EU Toolbox to fight against COVID-19”<sup>4</sup>.

## 2 RISQUES ET HYPOTHESES

Risques	Niveau de risque (E/M/F)	Mesures d'atténuation
Les mesures de restriction de liberté individuelles créent le manque à gagner, la rareté des denrées alimentaires et l'inflation créées par des mesures de confinement.	E	La diffusion de campagnes de sensibilisation adaptées (i.e. langues et format des messages) aux publics cibles associées à la distribution de matériel médical et de denrées permettra d'atténuer le sentiment d'abandon et de limiter le risque de crise alimentaire.
<b>Hypothèses</b>		
Le gouvernement et les autorités locales feront un travail de pédagogie préalable et les populations accueilleront les services avec soulagement. Soutien de l'opinion publique et de la société civile pour développer des solutions socio-économiques adaptées aux besoins des personnes vivant dans les situations les plus vulnérables.		
Risques	Niveau de risque (E/M/F)	Mesures d'atténuation
Difficulté d'approvisionnement en matériel médical liée principalement à l'existence d'une demande mondiale impose une pression inédite sur l'industrie pharmaceutique.	M	Le financement de projets mis en œuvre par des partenaires reconnus dans le domaine médical permet de diminuer le risque d'approvisionnement par l'identification préalable de fournisseurs.
<b>Hypothèses</b>		
Les pays asiatiques sortant de la crise vont pouvoir reprendre la production de matériel. La coopération internationale permettra rapidement de trouver les moyens logistiques pour l'acheminement du matériel.		
Risques	Niveau de risque (E/M/F)	Mesures d'atténuation
Mauvaise utilisation des données, et absence de protection de la vie	M	Les outils développés répondent aux règles de protection des données et de la vie

<sup>4</sup> [https://ec.europa.eu/health/sites/health/files/ehealth/docs/covid-19\\_apps\\_en.pdf](https://ec.europa.eu/health/sites/health/files/ehealth/docs/covid-19_apps_en.pdf)

privée à l'occasion du développement et de l'usage d'applications destiné à suivre l'évolution du COVID-19.		privée adoptées par l'Union Européenne.
<b>Hypothèses</b>		
Les entreprises développant les solutions informatiques sont sensibilisées et s'engagent à respecter les règles adoptées par l'Union Européenne. Les logiciels sont « certifié » avant tout usage.		

### 3 COMPLEMENTARITE, SYNERGIE ET COORDINATION DES DONATEURS

Dans la réponse de l'UE à la crise, des synergies sont recherchées entre ce programme et les opérations suivantes:

- La caravane de solidarité de l'UE en Côte d'Ivoire visant à accompagner les efforts du gouvernement dans la lutte contre la propagation du coronavirus, en pourvoyant des vivres et du matériel de prévention de l'épidémie à des milliers de familles en précarité et de sensibiliser d'une manière ponctuelle sur les mesures de barrières.
- L'appui du Fonds Fiduciaire d'Urgence pour un montant de 25 000 000 EUR au plan de soutien économique et social COVID-19 ayant pour objectif de contribuer à la relance économique et minimiser les effets du ralentissement économique lié au coronavirus.
- La contribution de l'UE, à travers un appui budgétaire de 5 000 000 EUR, au plan de soutien économique et sanitaire COVID-19, afin de soutenir la réponse socio-économique du gouvernement pour combler les besoins immédiats de familles affaiblies.
- En parallèle certaines activités de projets en cours de mise en œuvre ont été adaptées pour assurer aussi une riposte à la crise dans les secteurs spécifiques (protection des enfants, migration...) où ces projets opèrent.

Dans le cadre de la réponse de la communauté internationale, une coordination étroite est assurée entre l'Etat ivoirien, les Etats membres de l'UE, la Délégation ainsi qu'avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI).

L'ensemble des partenaires techniques et financiers préparent et coordonnent leurs actions pour limiter la propagation et l'effet néfaste du COVID-19 en Côte d'Ivoire. Chacun des bailleurs (OMS, Banque mondiale, FMI...) détaille au fur et à mesure son plan d'action en fonction de son domaine de compétence.

Le gouvernement quant à lui a défini un plan de riposte pour lequel les bailleurs sont appelés à participer. Ainsi l'inventaire par poste de dépense est actualisé régulièrement par le gouvernement Ivoirien et chacun des Partenaires Techniques et Financiers (PTF) a connaissance des besoins à combler. Compte tenu de l'urgence de certaines actions et pendant que le gouvernement ivoirien organise son plan de riposte l'UE agira au travers des organisations non-gouvernementales (ONG) tout en veillant à ce que les synergies soient assurées et les duplications évitées avec les actions à venir.

A titre d'exemple, en date du 11 mai 2020 la matrice de suivi des contributions des bailleurs faisait état d'un besoins d'équipement médicaux pour un montant de 22 000 000 EUR.

Par ailleurs, la société civile joue un rôle dans l'accompagnement de la population et des personnes vivant dans les situations les plus vulnérables pour l'accompagnement pour les mesures de sensibilisation mais aussi pour adapter les réponses socio-économiques (accès aux denrées alimentaires pour les plus vulnérables, mécanismes d'identification des personnes à risques, prévention et protection des situations de violences à l'égard des femmes. Le cadre politique de

L'UE souligne l'importance d'une approche basée sur les droits pour la réalisation des ODD et fait des droits des femmes et des filles, de l'égalité des genres une priorité dans tous les domaines d'action.

L'action s'inscrit dans cette démarche et s'appuie sur le Plan d'action sur l'égalité des sexes (GAP II, 2016-2020)<sup>5</sup> et notamment les objectifs 10 sur l'égalité d'accès à des services proposant aux filles et aux femmes des soins de santé physique et mentale de qualité à titre préventif, curatif et de revalidation et 17 sur la participation des femmes aux processus politiques et de gouvernance.

#### 4 DESCRIPTION DE L'ACTION

Chaîne de résultats			Indicateur	Sources de données
IMPACT	Impact (objectif global)	<b>Atténuer l'impact de la crise COVID-19 dans le pays partenaire</b>	1. Nombre de décès 2. Taux de pauvreté	1. OMS 2. Rapports gouvernementaux
EFFET(S) DIRECT(S)	Effet direct 1 (objectif spécifique)	1. Ralentissement et contrôle de la propagation du virus	1. Nombre de nouveaux cas de contamination en valeur absolue et par jour	1.1. Rapport gouvernementaux 1.2. Observatoire OMS
	Effet direct 2 (objectif spécifique)	2. Accroissement des capacités d'accueil et de traitement des malades dans un environnement sécurisé et adaptés aux besoins spécifiques des groupes vivant dans les situations les plus vulnérables	2.1. Nombre de malade traités 2.2. Nombre de contamination du personnel médical et de protection civile	2.1. Rapports gouvernementaux
	Effet direct 3 (objectif spécifique)	3. Renforcement des capacités de gestion de la réponse ivoirienne de la crise sur ses trois dimensions (Santé / social/ économie) de manière efficace, inclusive et adaptée aux besoins spécifiques des femmes et des personnes vivant dans les situations les plus vulnérables.	3.1. Taux d'exécution opérationnel du plan de riposte sanitaire 3.2. Taux d'exécution opérationnels du plan de soutien économique	3.1. Rapports gouvernementaux 3.2. Rapports gouvernementaux
PRODUIT	Produit (s) contribuant à l'	1.1. Le développement d'une plateforme numérique et le	1.1. Nombre de matériels	1.1. Bon de livraison 1.2. Rapport d'accès aux

<sup>5</sup> Plan d'action sur l'égalité des sexes 2016-2020, Conclusions du Conseil de l'Union européenne 13201/15 du 26 octobre 2015

Chaîne de résultats			Indicateur	Sources de données
	effet direct 1	soutien aux entités impliquées dans la réponse numérique au COVID-19 1.2. Sensibilisation de la population principalement sur le grand Abidjan à l'aide de l'action. 1.3. Appui d'initiatives de solidarité avec des ONG et des associations du secteur privé	livrés 1.2. Nombre d'accès aux solutions numériques 1.3. Nombre de campagnes de sensibilisation 1.4. Nombre de foyers et personnes vulnérables atteintes	plateformes numériques 1.3. Rapport d'exécution de programme
	Produit (s) contribuant à l'effet direct 2	2.1. Livraison de matériel de protection, de savons antiseptiques, de produits désinfectants et de tests de dépistage 2.2. L'aménagement de chambres d'isolement 2.3. Livraison de matériel médical	2.1 Nombre personnes qui peuvent être accueillies en isolement 2.2 Nouvelles capacités d'accueil 2.3 Nombre de matériels livrés	2.1. Rapports gouvernementaux 2.2. Rapports gouvernementaux 2.3. Bon de livraison
	Produit (s) contribuant à l'effet direct 3	3.1. La fourniture d'assistance technique à disposition des ministères concernés	3.1 Nombre d'homme/jour d'assistance technique	3.1. Rapport d'exécution de mission

## 5 MISE EN ŒUVRE

### 5.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il n'est pas envisagé de conclure une convention de financement avec le pays partenaire.

### 5.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, au cours de laquelle les activités seront menées et les contrats et accords correspondants seront mis en œuvre, est de 36 mois à compter de l'adoption par la Commission de la présente décision de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.



### **5.3 Modalités de mise en œuvre pour une action au titre de la modalité de projet**

La Commission veillera au respect des règles et des procédures pertinentes de l'UE pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE<sup>6</sup>.

#### **5.3.1 Subventions: (gestion directe)**

##### **a) Objet de la ou des subventions**

La/les subvention(s) contribuera/ont à atteindre la totalité ou une partie des produits de l'effet direct 1. Il s'agira en particulier, de soutenir le développement de plateformes numériques ainsi que d'appuyer des initiatives de solidarité locales visant à lutter contre la COVID-19.

##### **b) Type de demandeurs visés**

Les demandeurs de financement potentiels sont des entités légales européennes ou ivoiriennes, organisations internationales et/ou ONG (avec une attention particulière à l'emploi des femmes et des personnes vivant dans les situations les plus vulnérables et particulièrement les familles monoparentales, les personnes déplacées, les réfugiés, les migrants, les personnes âgées et les personnes handicapées).

##### **c) Justification d'une subvention directe**

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, la subvention peut être octroyée sans appel à propositions à un ou des bénéficiaires sélectionnés selon les critères suivants : (i) capacité à intervenir à court terme ; (ii) capacité technique à mettre en œuvre les objectifs mentionnés au point 4.

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, le recours à une procédure d'attribution de la subvention sans appel à propositions se justifie car le pays se trouve dans l'une des situations de crise visées à l'article 2, paragraphe 21, du règlement financier à la date de la décision de financement, la situation de crise pouvant justifier l'attribution directe de subventions pendant toute sa durée.

##### **d) Exception au principe de non-rétroactivité des coûts**

La Commission autorise la reconnaissance de l'éligibilité des frais supportés à compter du 1<sup>er</sup> avril 2020 date antérieure à l'adoption de la présente décision car certains partenaires ont réagi dès la déclaration de l'état d'urgence et ont engagé des dépenses dans le cadre de la lutte contre la COVID-19.

#### **5.3.2 Passation de marchés (gestion directe)**

Les marchés passés contribueront à mettre en œuvre la totalité ou partie des produits des effets directs 1 et 2. Pour le premier, il s'agit de la sensibilisation de la population et pour le deuxième, il s'agit de l'ensemble des activités, à savoir la fourniture de matériel de protection, d'isolement et médical.

Les prestataires seront sélectionnés en fonction :

- de leur domaine d'expertise dans le secteur médical, de la protection civile et dans la gestion de crise ainsi que dans le développement de solutions informatiques),
- de la capacité à réagir promptement et délivrer rapidement l'objet des contrats.

---

<sup>6</sup> [www.sanctionsmap.eu](http://www.sanctionsmap.eu) Il est à noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes juridiques publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence entre les actes juridiques publiés et les mises à jour sur le site web, c'est la version du JO qui prévaut.

Une passation de marché est prévue pour les objectifs 1 et 2 mentionnés au paragraphe 5.5, soit montant global de 1 200 000 EUR.

Objet	Type indicatif (travaux, fournitures, services)	Trimestre indicatif pour le lancement de la procédure
Fourniture de matériel et amélioration de la protection du corps médical, des services publics et de la population	Contrat de fournitures	T2 2020
Sensibilisation et communication ciblée pour la lutte contre la COVID	Contrat de services	T2 2020

### **5.3.3 Gestion indirecte avec une organisation d'un État membre**

Une partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec une entité qui sera sélectionnée par les services de la Commission au moyen du critère suivant: (i) capacité à mettre en œuvre l'action urgemment et (ii) expérience démontrée dans la gestion de ce type d'action.

La mise en œuvre par cette entité implique la fourniture d'assistance technique aux ministères impliqués dans les différents programmes de lutte contre la COVID-19 tel que visé dans le cadre de l'effet direct 3.

En cas d'échec des négociations avec l'entité susmentionnée, cette partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion directe conformément aux modalités de mise en œuvre mentionnées aux sections 5.3.1 et 5.3.2.

### **5.3.4 Passage du mode de gestion indirecte au mode de gestion directe en raison de circonstances exceptionnelles**

En cas d'échec des négociations avec l'entité mentionnée au point 5.3.3, les activités afférentes pourraient être mise en œuvre en gestion directe par subvention ou passation de marché.

Dans le cas de la mise en œuvre par subventions, les modalités suivantes s'appliqueront :

#### **a) Objet de la ou des subventions**

La/les subvention(s) contribuera/ont à atteindre l'effet direct 3. Il s'agira de fournir de l'assistance technique aux ministères impliqués dans les différents programmes de lutte contre la COVID-19.

#### **b) Type de demandeurs visés**

Les demandeurs de financement potentiels seront des entités légales européennes ou ivoiriennes, organisations internationales ou non-gouvernementales.

#### **c) Justification d'une subvention directe**

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, la subvention peut être octroyée(s) sans appel à propositions à un ou des bénéficiaires sélectionnés selon les critères suivants : (i) capacité à intervenir à court terme ; (ii) capacité technique à de mettre en œuvre les objectifs mentionnés au point 4.

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, le recours à une procédure d'attribution de la subvention sans appel à propositions se justifie car le pays se trouve dans l'une des situations de crise visées à l'article 2, paragraphe 21, du règlement financier à la date de la

décision de financement, la situation de crise pouvant justifier l'attribution directe de subventions pendant toute sa durée.

Dans le cas de la mise en œuvre par passation de marché, il s'agira également de poursuivre l'effet direct 3 pour de la fourniture d'assistance technique. Les prestataires seront sélectionnés en fonction de leur offre technique (l'expertise proposée) et financière. Le ou les marché(s) porteront sur un montant de 500 000 EUR.

#### 5.4 Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable sous réserve de la disposition suivante :

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique en cas d'urgence ou d'indisponibilité de produits et de services sur les marchés des pays concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés si l'application des règles d'éligibilité risque de rendre la réalisation de la présente action impossible ou excessivement difficile.

#### 5.5 Budget indicatif

Désignation	Contribution de l'UE (montant en EUR)
<b>Objectif 1 : Ralentissement et contrôle de la propagation du virus</b>	<b>575 000</b>
Subventions (gestion directe) – voir section 5.3.1	
Passation de marchés (gestion directe) – voir section 5.3.2	
<b>Objectif 2 : Accroissement des capacités d'accueil et de traitement des malades dans un environnement sécurisé</b>	<b>975 000</b>
Passation de marchés (gestion directe) – voir section 5.3.2	
<b>Objectif 3: Renforcement du système de gestion de la réponse ivoirienne de la crise sur ses trois dimensions (Santé / social/ économie)</b>	<b>500 000</b>
Gestion indirecte avec l'organisation d'un Etat Membre – voir section 5.3.3	
<b>Communication et visibilité</b>	<b>200 000</b>
<b>Provisions pour dépenses imprévues</b>	<b>100 000</b>
<b>Total</b>	<b>2 350 000</b>

#### 5.6 Structure organisationnelle et responsabilités

La Délégation de l'Union européenne en Côte d'Ivoire (DUE) sera en charge de la passation des contrats. Afin que les services et fournitures soient appropriés, la cellule de d'Ordonnateur national (ON) assurera un suivi avec les structures récipiendaires.

Afin d'assurer une bonne synergie, une coordination adéquate avec les structures impliquées, un Comité de pilotage sera constitué au lancement de l'Action, co-animé par l'ON et la DUE incluant les ministères concernés. Celui-ci se réunira de manière ad-hoc.

Ce Comité aura essentiellement pour tâches :

- Le suivi de la politique générale de l'action ;
- La coordination entre les ministères et l'identification de synergies,
- Le suivi de la gestion générale du projet à travers la revue des rapports narratifs et financiers. Le comité de projet aura la maîtrise du budget et pourra décider de réallocations budgétaires nécessaires ;
- Assurer qu'il n'y ait pas d'obstacles à la mise en œuvre du projet et prendre les dispositions pour y remédier le cas échéant.

Le comité de pilotage se réunira sur proposition d'un des membres. Il sera composé des membres suivants:

- Le ministère de la santé et de l'hygiène publique, en tant que l'un des principaux utilisateurs, représentera les intérêts des bénéficiaires du projet ;
- Le ministère de l'économie et des finances en tant que l'un des principaux utilisateurs, représentera les intérêts des bénéficiaires du projet ;
- Le ministère de la solidarité, de la cohésion sociale et de la lutte contre la pauvreté : en tant que l'un des principaux utilisateurs, représentera les intérêts des bénéficiaires du projet ;
- La délégation de l'Union européenne ;
- L'ONG, la ou les entreprises à qui le(s) marchés sera/seront adjudiés, en tant que principal fournisseur, sera responsable de la qualité des produits livrés.

Un comité technique restreint se réunira à la demande de l'un de membres pour le suivi-évaluation de la mise en œuvre. Il sera composé des mêmes membres au niveau technique.

Dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution du budget et pour sauvegarder les intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux organes de gouvernance susmentionnés, mis en place pour régir la mise en œuvre de l'action.

## **5.7 Suivi de la performance et des résultats et rapports**

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le(s) partenaire(s) chargé(s) de la mise en œuvre doit/doivent établir un système de suivi interne, technique et financier permanent pour l'action et élaborer régulièrement des rapports d'avancement (au moins une fois par an) et des rapports finaux. Chaque rapport rendra compte avec précision de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements mis en place, ainsi que des résultats obtenus (produits et effets directs), mesurés par rapport aux indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité de projet).

Le rapport sera présenté de manière à permettre le suivi des moyens envisagés et employés et des modalités budgétaires de l'action. Le rapport final, narratif et financier, couvrira toute la période de mise en œuvre de l'action.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des

contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

## **5.8 Évaluation**

Eu égard à l'importance de l'action, il sera procédé à une évaluation finale de la présente action ou de ses composantes par l'intermédiaire de consultants indépendants commandés par la Commission.

Chaque évaluation sera sensible au genre et aux droits humains et évaluera les résultats de l'égalité des sexes, du respect des droits humains et la mise en œuvre des principes de travail basée sur les droits (participation, non-discrimination, responsabilité et transparence) en termes de mise en œuvre du projet et des résultats du projet.

L'évaluation finale sera réalisée à des fins de responsabilisation et d'apprentissage à divers niveaux (y compris pour la révision des politiques), en tenant compte en particulier du fait que les leçons apprises des appuis à l'administration publique, au secteur privé et à la société civile sont susceptibles de faire appel dans le cadre de projets futurs à des instruments spécifiques mis en place par l'Union européenne.

La Commission informera le partenaire chargé de la mise en œuvre au moins un mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire chargé de la mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et aux activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

Le financement de l'évaluation sera couvert par une autre mesure constituant une décision de financement.

## **5.9 Audit**

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

Le financement de l'audit sera couvert par une autre mesure constituant une décision de financement.

## **5.10 Communication et visibilité**

La communication et la visibilité de l'UE constituent des obligations juridiques pour toutes les actions extérieures financées par l'UE.

Pour la présente action, il y a lieu de prévoir des mesures de communication et de visibilité, qui seront établies, au début de la mise en œuvre, sur la base d'un plan d'action spécifique dans ce domaine.

Afin d'accroître la visibilité de l'UE et sa contribution à la présente action, la Commission peut signer ou conclure des communiqués et déclarations conjointes, dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution du budget et pour sauvegarder les intérêts financiers de l'Union.

En ce qui concerne les obligations juridiques en matière de communication et de visibilité, les mesures seront mises en œuvre par la Commission, le pays partenaire, les contractants, les bénéficiaires de subvention et/ou les entités responsables. Des obligations contractuelles adaptées

seront respectivement prévues dans la convention de financement, les marchés, les contrats de subvention et les conventions de délégation.

Le plan de communication et de visibilité de l'action ainsi que les obligations contractuelles adaptées seront établis sur la base des exigences de communication et de visibilité applicables aux actions extérieures de l'Union européenne (ou de tout document ultérieur).